

**Des Idées pour l'Europe**  
**Forum national du 26/02/2007**  
Préparation au Sommet de Rome – Jeunesse

## **1. Introduction**

Ce forum national a pour but de récolter les avis de la jeunesse en CF en vue du Sommet Européen de la Jeunesse organisé à Rome dans le cadre de l'anniversaire du traité de Rome, les 24 et 25 mars 2007. Le Sommet Européen de la Jeunesse vise à porter une parole jeune aux dirigeants européens. Un pré-sommet a déjà eu lieu à Bruxelles le 18 janvier 2007. La présentation reprend les conclusions du pré-sommet, débattue lors du forum.<sup>1</sup>

## **2. Constitution européenne**

- Besoin d'une Constitution pour l'Europe suite à l'échec du précédent traité.
- Appréhender un fonctionnement à 27.
- Une Europe plus accessible, plus transparente, plus en lien avec les peuples.  
*La méthode de rédaction du traité est à revoir, qui a fait appel à une élite pour rédiger un texte qui vise pourtant à rapprocher le citoyen des institutions...*  
*Problème de la possibilité de sanction de la commission : le parlement peut la démettre.*  
*Le parlement fait des efforts de communication : l'information existe. L'UE souffre plutôt d'un problème lié à son statut de 'grosse institution' que d'une volonté de cacher les choses.*
- Apporter une cohérence entre les traités.
- Donner des droits fondamentaux communs aux différentes nations européennes.
- Question :  
Selon quelle modalité adopter la Constitution (référendum dans toute l'Europe, ratifiée par le Parlement européen ?)  
*Le précédent projet de constitution a mélangé deux approches différentes : d'une part des textes législatifs concernant le mode de fonctionnement, le commerce, ... assez techniques, et d'autre part une partie concernant les droits fondamentaux. Pourquoi a-t-on mêlé les deux dans le projet de constitution ? Il faut bien les dissocier : pour la première partie, les représentants élus ont les compétences pour décider. Pour la seconde, on pourrait imaginer un référendum le même jour dans toute l'Europe. Ce pourrait être l'occasion d'aller assez loin dans le débat et de mettre en avant des droits et des principes fondamentaux progressistes (abolition de la peine de mort, droit des femmes à disposer de leur corps, ...).*  
*On pourrait proposer une constitution des jeunes, au moins un texte symbolique, quelque chose de plus lisible par tous, sur des sujets qui concernent les jeunes et où ils savent dire leur avis. Il faut néanmoins faire attention à la valeur de ces textes : ils sont souvent trop contextuels.*  
*Le terme de constitution a fait peur aux Français, qui craignaient de perdre certains droits inscrits dans la constitution française, pensant que la constitution européenne allait la remplacer. Certains pays fonctionnent sans constitution.*  
*L'Europe n'est pas crédible en politique extérieure.*  
*Il existe un document : le Pacte européen de la jeunesse, dont le forum jeunesse demande régulièrement l'application. On peut proposer d'améliorer le traité de Nice en supprimant le processus de décision à l'unanimité, et apporter le Pacte européen de la jeunesse.*

---

<sup>1</sup> Ce rapport reprend le contenu des diapositives de la présentation Powerpoint, suivi, en italique, des remarques et débats qui ont suivi la présentation des différents points.

*Il faut bien distinguer entre consignes et modes de décisions, pour lesquels le traité de Nice est moins bon que le projet de constitution, et l'Europe que l'on veut, basée sur quelles valeurs, quelle géographie. Néanmoins, les modes de consultation ne sont pas tout à fait indépendants des valeurs ...*

### **3. Société civile et démocratie.**

■ La démocratie signifie à la fois les structures démocratiques et les processus décisionnels participatifs. *Donner un pouvoir d'initiative au Parlement. Proposer la codécision dans toutes les matières.*

■ Manque de transparence des processus actuellement, comme souligné dans le traité constitutionnel.

■ Participation aux scrutins, « conscience » démocratique.

*L'intérêt pour les sujets européens est trop peu élevé. Il y a peu de contact entre le citoyen et son représentant ; le rôle des médias est important. Peut-on imaginer une circonscription électorale unique pour certains représentants, ou un système bicaméral avec une chambre des états et une chambre élue sur circonscription unique ? Les débats du PE ne sont pas suffisamment relayés, et ce pourrait être un moyen de porter ces débats sur la place publique. Les Etats doivent également être honnêtes dans leur manière d'organiser les élections (souvent le même jour que des élections nationales dont les sujets prennent le pas sur les sujets européens) et les politiciens dans leur manière de faire campagne (ne pas promettre des choses qui relèvent de l'Europe, et ensuite rejeter la responsabilité de l'échec sur cette dernière). N'y aurait-il pas plus d'enjeu aux élections si la Commission était issue du PE ?*

■ Rôle fondamental de la jeunesse en tant qu'acteur reconnu de la société civile.

*Il n'existe que le Forum Jeunesse comme organe de concertation. Beaucoup d'associations ne sont pas au courant des débats européens. Peut-on imaginer une conférence annuelle de rencontre avec la jeunesse ? Une place pour les représentants de la société civile (les jeunes en l'occurrence) dans les commissions parlementaires ? Travailler sur le Conseil des Ministres via le ministre national de la jeunesse, sur le modèle de la concertation entre le ministère de l'Enseignement supérieur et la FEF.*

■ Art 1-47 du traité introduit la participation dans les processus européens.

*Pousser à la récupération de l'article 1-47.*

### **4. Modèle social & économique**

■ La croissance économique doit servir à l'ensemble de la collectivité, la solidarité et la cohésion sociale étant des valeurs fondamentales.

*Ce n'est pas rappelé dans le rapport du pré-sommet, mais toutes ces remarques s'inscrivent dans un modèle de libre marché, basé sur la liberté d'entreprendre, régulé par les états. Le problème est que beaucoup de populations, surtout dans les nouveaux adhérents, rêvent d'un modèle ultralibéral.*

*On déplore la difficulté de s'entendre au niveau européen sur les sujets sociaux, alors que pour l'OMC, l'Europe arrive à parler d'une seule voix.*

*Proposer une harmonisation fiscale.*

■ Valeurs communes : liberté, égalité, justice sociale, dialogue et respect des droits humains basé sur l'égalité des Etats membres.

*Une société plus égalitaire en Europe ne doit pas se construire au détriment de pays tiers (ex : subsides accordés à l'exportation). Qu'entend-on par modèle juste : juste pour la planète ou juste pour nous ?*

■ Une société plus égalitaire doit constituer un objectif stratégique de l'Union Européenne.

*Salaires minimum européen : cela empêcherait de délocaliser certains services. Si on le fixe très bas, cela n'a aucun sens. Il faudrait prôner l'instauration d'un salaire médian vers lequel doivent tendre ceux qui sont en-dessous, tout en maintenant les salaires plus élevés. Il faut également souligner que les salaires ne sont pas une bonne mesure du niveau de vie réel des gens, surtout dans les pays à forte économie parallèle (cf. Roumanie).*

*Plutôt qu'un salaire minimal, s'assurer d'une bonne protection sociale et de l'accès aux soins de santé, harmoniser également la législation du travail (nombre d'heures prestées, récupérations, assurances obligatoires, ...).*

- Lutte contre toutes les formes de discrimination.
- Protection sociale et soins de santé.
- Dialogue social.

*Renforcer les mécanismes de concertation sociale au niveau européen : les décisions doivent être prises au plus haut niveau possible.*

*Il faut s'inquiéter de savoir ce qui est important pour les gens. En général, les populations sont mal informées.*

- Droit du travail incluant une bonne protection des travailleurs, le droit de grève et la régulation des conditions de travail.
- Etat responsable du plein emploi et des conditions de travail.

*C'est quoi le plein emploi ? Pourrait-on remplacer l'objectif de plein emploi par un objectif de bien-être des populations ? Au moins, insister sur la notion d'emplois de qualité.*

*Allocation universelle : en poussant au plein emploi, on risque la chasse aux chômeurs.*

### **Défis du modèle économique et social.**

- Réalité démographique :  
Education

*Les dossiers qui seront mis en avant sont : la problématique de la mobilité qui manque de moyens (Erasmus actuellement ne fait, dans beaucoup de cas, que renforcer les inégalités sociales) ; la valorisation de l'expérience non-formelle et de l'expérience informelle ; la création de cadres européens de certification ; l'étude de l'implication du processus de Lisbonne dans l'enseignement (risque de compétition entre universités).*

*Proposition d'un fonds alimenté par les pays qui envoient des étudiants dans d'autres pays d'Europe, servant à financer la mobilité.*

*Veiller à proposer la mobilité pour tous, et pas seulement pour les jeunes de l'enseignement supérieur (inclure les jeunes du secondaire, de toutes les filières), avec un accompagnement adapté, pas uniquement financier.*

- Politique d'immigration (pour faire face au vieillissement)
- Rôle des femmes

- Jeunes sur le marché du travail.

Réduire le taux de chômage des jeunes de 50% d'ici 2010.

S'attaquer au problème de logement des jeunes pour permettre une meilleure autonomie.

Offrir des conditions de travail stables aux jeunes.

Faciliter l'accès au crédit pour les jeunes.

*Mise en garde : créer également des mécanismes d'accompagnement et de lutte contre le surendettement.*

- Trouver un équilibre entre flexibilité et sécurité.

### **5. Développement durable**

■ L'Europe joue un rôle de moteur dans le développement durable depuis 10 ans.

■ Transport :

Une taxe-kérosène pour les vols intra-Union.

*(Ndlr : questionner sur la destination des produits récoltés par cette taxe. Investir dans les énergies renouvelables ?)*

Un soutien financier aux autres modes de transport de manière à réduire les vols intra-Union.

Encourager le travail à domicile de manière à réduire le trafic.

*Internaliser les coûts externes comme les coûts de transport, d'entreposage, ... Cette mesure est dans la stratégie pour le développement durable de l'UE, il faut l'appliquer.*

■Déchets :

Généraliser le tri des déchets sur l'ensemble du territoire de l'UE.

Travailler prioritairement avec des matériaux recyclés.

Principe pollueur-payeur appliqué de manière stricte.

■Agriculture :

Une subvention de l'agriculture dans l'UE qui prenne en compte le point de vue environnemental et social.

Une réforme de la PAC qui se focalise sur le bien être et non sur la production de surplus alimentaire.

*Réduire le poids du lobby agro-industriel sur les décisions de l'UE : détacher agriculture et agro-industrie. Le mode de production agricole dépend en grande partie des habitudes de consommation : les belges mangent beaucoup de viande, ce qui entraîne que beaucoup de surfaces cultivées le sont en plantes fourragères. Il y a un malaise chez beaucoup d'agriculteurs. Il faut réfléchir au modèle d'agriculture que nous voulons, et encourager une agriculture de proximité.*

■Energie :

35% de production d'énergie « propre ».

30% de réduction de la consommation.

Protocole de Kyoto (suivi du protocole de Washington), prévoit de réduire de 30% les émissions de CO2 d'ici 2020.

*L'UE doit être plus courageuse : elle a signé Kyoto, accuse les USA de ne pas avoir signé, mais elle ne respecte pas ses engagements. Elle doit prendre des mesures contraignantes, et ne pas se baser uniquement sur la bonne volonté des populations.*

*Il faut dénoncer les mécanismes d'achat de droit de polluer par des entreprises du nord à des pays du sud.*

*Il faut investir dans les énergies renouvelables et supprimer les subventions aux énergies fossiles.*

■Politique de « labels » pour les produits durables.

*Veiller à prendre en compte toute la vie du produit dans le calcul de l'empreinte écologique : le choix le plus durable n'est pas toujours celui qu'on croit.*

*Proposer l'application du logo indiquant sur l'emballage le mode de transport utilisé pour acheminer le produit à destination.*

■Promouvoir l'émancipation des femmes dans et hors de l'Europe – permettre leur scolarité en informant notamment sur les moyens de contraception et les MST.

■Réduction de la pauvreté : en favorisant l'aide au développement.

■Questions :

La réforme de la PAC en étant plus juste vis-à-vis des PED risque de détruire l'agriculture européenne et ses acteurs.

*Il faut pousser à supprimer les subventions à l'exportation.*

Pas de positionnement sur le nucléaire.

*Difficile de prendre position : le nucléaire présente des inconvénients certains (déchets, risque de prolifération, ressources épuisables), mais n'émet pas de carbone ... On peut avancer un retrait à long terme en investissant dans le renouvelable.*

Le travail des enfants : constitue une source de revenus pour certaines familles mais prive les enfants d'éducation.

*Toutes les personnes présentes sont contre le travail des enfants.*

## 6. Jeunesse et éducation

- Rôle complémentaire de l'éducation formelle et informelle.

*Possibilité de communiquer avec Françoise Crémer (02/413.24.75, Service Jeunesse de la CF) qui participe à un groupe de travail européen lié à Europass, visant à faire reconnaître les modes d'éducation non-formelle et informelle.*

- Qualité et accessibilité de l'éducation formelle.

*Revaloriser toutes les filières de l'enseignement en y assurant un contenu sérieux.*

- Reconnaissance et valorisation de l'éducation non formelle.

## 7. L'Europe face à la mondialisation

- Une politique étrangère commune pour promouvoir les valeurs communes de l'UE et la diversité culturelle.

- Les priorités de cette politique commune :

Développement durable

Promotion de l'émancipation des femmes.

S'attaquer aux causes du terrorisme.

Implémentation des politiques de Jeunesse au niveau mondial.

Lutte contre la prolifération des armes et du nucléaire.

*Demander que la production des armes en Europe soit plus tournée vers la demande intérieure que vers les pays tiers.*

- Les différents acteurs de la politique commune doivent se focaliser sur les priorités établies par les jeunes.

- Questions :

Faut-il organiser une armée commune ?

Faut-il une force de réaction rapide commune ?

*Comment peut-on en même temps prôner une PESD et être membre de l'OTAN. Cette dernière a-t-elle encore une raison d'être ?*

*Nous sommes plutôt contre une force de réaction rapide commune. Une armée commune ? Pas avec comme objectif de concurrencer les USA (c'est impossible !). Aller dans le sens d'une collaboration entre armées et avoir des projets de coopération (achats communs à plusieurs pays pour faire des économies d'échelle).*

## 8. Conclusion

- Nous souhaitons une Europe plus démocratique et moins technocratique.

- Les jeunes doivent avoir leur place dans cette Europe et un accès à l'information plus facile.

- Une réelle réflexion sur l'identité européenne s'impose.

*L'identité européenne existe, elle est faite d'un passé commun, avec ses avancées et ses erreurs, et il faut y sensibiliser la jeunesse. Il y a un principe de base de sécularisation du pouvoir qui est assez caractéristique à l'Europe. Il importe de créer une identité européenne qui intègre également les particularités de chacune des populations.*